

# TENDANCES RÉCENTES et NOUVELLES DROGUES

Décembre 2015

Auteurs :

Grégory Pfau,  
Catherine Pequart  
(Association  
Charonne)

## Les phénomènes marquants en 2014

### Un renforcement de la présence policière : BST<sup>1</sup> et nouvelle ZSP<sup>2</sup>.

En 2014, la Préfecture de police a annoncé la création de la BST (Brigade spécialisée de terrain) dans le secteur de la gare du Nord, en même temps que la mise en place d'une nouvelle zone de sécurité prioritaire dans le XX<sup>e</sup> arrondissement, portant à trois le nombre de ZSP à l'intérieur de Paris.

Cette brigade, présentée au départ comme une police de proximité dans des zones sensibles, se veut aussi un partenaire dans le cadre de l'ouverture de la salle de consommation à moindre risque qui devrait s'implanter dans les alentours de la gare.

### Bouleversements dans le trafic de crack : entre démantèlement et dissémination.

Le mois de juin 2014 a constitué un moment important dans le paysage du trafic de crack à Paris. Le plus gros point de revente de Paris depuis plus de cinq ans, jusqu'alors ouvert 7 jours sur 7 de 21 h à 4 heures du matin a été démantelé par les forces de l'ordre. En 2012, une observation ethnographique recensait 150 passages de clients durant les

seules deux premières heures d'ouverture. La fermeture de ce « plan », très connu des usagers de crack, a redéfini le contexte de revente et les scènes de consommation de crack à Paris, induisant ainsi de nombreux changements.

■ Un accès plus compliqué : les usagers se reportent autour de certaines lignes de métro pour trouver des revendeurs.

■ Une diminution de la visibilité du trafic en « surface » (hors du métro), lequel devient imperceptible pour les non-initiés, notamment dans le quartier de Laumière/Stalingrad.

■ Un trafic en cours de dissémination : la vente s'étend vers le sud via le métro, où la police interpelle des Modous (revendeurs d'origine africaine) dans des stations habituellement non fréquentées par ces revendeurs : Madeleine, Notre-Dame-de-Lorette, Montparnasse.

■ Une légère augmentation du prix : la *galette*<sup>3</sup> augmente de prix dans le métro, passant de 15 à 20 € en moyenne, s'alignant sur les niveaux un peu plus élevés anciennement pratiqués à Laumière et plus généralement en « surface », sauf à Porte de La Vilette où elle est revendue à 30 €.

1. Une brigade spécialisée de terrain (BST) est une unité de voie publique, composée d'effectifs dédiés et fidélisés opérant en tenue d'uniforme et intervenant sur un territoire clairement identifié. Elle a pour objectif de lutter contre la délinquance tout en œuvrant au renforcement des échanges et des liens de confiance entre la police, les commerçants et la population.

2. Zone de sécurité prioritaire.

3. La galette désigne l'unité de revente de crack et représente une moyenne de 3 à 4 consommations.

■ Des pratiques de revente en évolution : plusieurs usagers témoignent de « plans par téléphone », certains revendeurs ont pris l'option de se déplacer pour livrer les galettes.

■ Un accès à la réduction des risques (RDR) plus compliqué : le trafic étant plus diffus, moins identifiable, les bus de RDR ont perdu de vue de nombreux consommateurs venant chercher du matériel aux abords du métro Laumière. Les usagers les plus insérés notamment ont disparu ou presque de la file active de ces associations.

### Héroïne : une pression de l'offre des semi-grossistes à Paris

La police fait état de nombreuses saisies d'héroïne aux portes de Paris, indice d'une volonté des trafiquants d'écouler des stocks importants (en provenance de banlieues ou de l'étranger) à l'intérieur même de Paris. L'utilisation de la téléphonie mobile (envois de SMS groupés aux clients pour les relancer, se donner rendez-vous), semble un élément sur lequel les revendeurs s'appuient pour arriver à leurs fins. Pour le moment sans grand succès car le produit paraît encore rare dans Paris, comparé à la forte disponibilité toujours observée en banlieue.

Le recours au *deep web* (réseau informatique non référencé sur Google) peut sembler une alternative satisfaisante pour certains usagers, venant répondre à plusieurs de leurs attentes : prix plus faibles, pas de contacts avec le revendeur, moindre risque légal présumé, gage présumé de meilleure « qualité ». Une analyse du dispositif SINTES a révélé à Paris en décembre 2014 la présence d'Ocfentanyl, un analgésique opiacé, revendu pour de l'héroïne sur ces réseaux. Ceci laisse supposer que le *deep web* ne fait pas exception en matière de revente sur le marché parallèle, le contenu des produits revendus n'y étant jamais garanti.

### Développement de la téléphonie mobile

Depuis de nombreuses années, la téléphonie mobile est utilisée pour faciliter les rencontres entre usa-

gers et revendeurs. En 2014, un net accroissement du recours aux SMS et appels pour des ventes de stupéfiants, quel que soit le produit (cannabis, cocaïne, crack et parfois même Skenan) est constaté. Cette pratique déjà bien installée dans le milieu festif et chez les usagers les plus insérés, se répand dans toutes sortes de contextes et touche toutes les classes sociales, notamment via la mise en place de véritables plateformes ou centrales d'appels téléphoniques, organisées par des réseaux très structurés de revente. En banlieue, les revendeurs utilisent les SMS pour relancer les clients dans le cadre de stratégies marketing (nouvel arrivage, offres « promotionnelles, etc. ») mais ne se déplacent que peu. Les lieux de revente sont en effet plus identifiés et plus stables qu'à Paris, obligeant le client à se rendre sur place pour acheter.

### Applis de rencontre et usage de drogues chez les gays : quand le clubbeur devient sexeur...

À Paris, deux scènes gay parallèles, l'une festive, l'autre issue des rencontres sexuelles sur les réseaux Internet et les « applis », se dessinent. En sortant des clubs, certains « clubbeurs<sup>4</sup> » recrutent ou sont recrutés par des « sexeurs<sup>5</sup> » chez qui ils se rendent pour des sex parties. À la différence des « afters sex » des « clubbeurs », les règles qui s'appliquent dans ce cas relèvent plus des pratiques des « sexeurs » (plus radicales et associées à l'usage de nouveaux produits de synthèse ainsi que de la voie injectable) que de celles des « clubbeurs ». L'usage apparaît comme moins festif, moins ludique. Ces usagers cumulant les facteurs de risques (pratiques sexuelles violentes, méconnaissance des produits utilisés, des outils de RDR et de leur maniement, début de parcours de consommation par l'utilisation de la voie injectable), les cas d'incidents repérés par le dispositif TREND Paris sont inquiétants, souvent spectaculaires (délires paranoïdes, précipitation de plusieurs étages, pertes de connaissances, etc.), voire morbides (rumeurs de décès directement attribuables à l'usage de NPS en contexte sexuel).

## Les lignes de force toujours en vigueur

### Stabilité du marché des médicaments détournés

Aucun changement majeur n'est observé à Paris en 2014, que ce soit en termes de populations, d'usages, de prix et de disponibilité. Les médicaments opiacés (Subutex, méthadone, Skenan) ou non (benzodiazé-

pines) sont toujours en effet très disponibles et accessibles. Une porosité certaine est constatée entre les scènes d'usage et de revente de Skenan d'une part et de crack de l'autre. Les usagers de Skenan appartenant au milieu urbain sont en effet souvent usagers de crack par ailleurs. L'usage concomitant de ces deux produits

4. Personne recherchant avant tout la musique, la danse et la convivialité proposées par le milieu festif commercial. Dans le milieu gay, les clubbers consomment plutôt de la MDMA /ecstasy, de la cocaïne, de l'alcool, des poppers et du GBL. Ils ont été les premiers, au sein du milieu gay à essayer en club la méphedrone (par ingestion).

5. Homme ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, ne fréquentant pas ou plus le milieu festif. Les sexeurs sont à la recherche exclusive de rencontres sexuelles, notamment via le biais de sites spécialisés. Ils organisent de façon plus ou moins improvisée des soirées sexuelles à domicile. Beaucoup consomment du GBL, des cathinones (en ingestion, en sniff, ou en injection) et de la cocaïne (principalement en sniff, mais un peu en injection). Ce sont ces personnes qui ont adopté la pratique du « slam » (injection de stimulants en contexte sexuel à deux ou plus), décrite dès 2009 par le dispositif TREND Paris. Notons que depuis 2012, ces deux populations tendent à se croiser de plus en plus, avec comme vecteur de rencontre les applis : un « clubbeur » va sortir de club, puis se connecter sur une appli à la recherche d'une rencontre chez un « sexeur », par exemple.

s'effectue dans une logique de poly consommation (recours au Skenan pour gérer la redescende de crack) ou non (recours au Skenan pour gérer le manque physique lié à la dépendance opiacée, indépendamment des consommations de crack).

Une apparition, très ponctuelle, de revente de rue de Ritaline a été observée suite à la présence d'abcès survenus chez des injecteurs. Il semble que ce trafic n'ait pas perduré dans le temps.

### Cannabis, une visibilité plus grande des problèmes sanitaires

Le cannabis (résine et herbe) jouit d'une excellente image auprès des usagers, malgré une légère augmentation du prix. La revente de cité est le recours le plus utilisé par les consommateurs, même si les livraisons, via la téléphonie mobile, tendent à se développer. Elles s'effectuent soit par une personne appartenant au réseau de revente, soit par un usager livrant des pairs. Ces derniers ignorent parfois le risque légal encouru, la cession de stupéfiants étant, aux yeux de la loi, considérée comme de la revente. Par ailleurs, les services hospitaliers spécialisés (pédopsychiatrie, Equipes de liaison et de soins en addictologie, ELSA, addictologie), sont frappés par le nombre d'admissions dans leurs services, liées directement ou indirectement à des incidents psychiatriques dans un contexte d'usage de cannabis (*bad trips*, pharmacopsychoses, etc.). Ces usagers sont jeunes (parfois 13-14 ans), souvent issus de milieux aisés, consommateurs de quantités importantes de cannabis (jusqu'à 10 joints par jour), et ne savent pas décrire exactement ce qu'ils consomment (type d'herbe, de résine, taux de pureté présumé...). Il ne s'agit pas forcément de polyconsommateurs. Même si l'on sait que le cannabis peut être à l'origine d'incidents psychiatriques aigus, les professionnels de santé sont inquiets des consommations éventuelles de cannabinoïdes de synthèse, impossibles à mettre en évidence via la toxicologie de routine.

## Focus sur d'autres points

### Nouvelles substances psychoactives

Les usagers de substances présentées comme nouvelles et accessibles sur Internet poursuivent les expérimentations, passant de l'usage d'une molécule à l'autre, sans qu'aucune d'entre elles ne se détache des autres et n'emporte la faveur d'une majorité de consommateurs. Les produits suscitant le plus d'intérêt à Paris en 2014 sont les stimulants (éthylphénidates, cathinones...) et les hallucinogènes (25x Nbome et DMT). Certains produits (25In-Bome, MXE), à l'origine utilisés comme adultérants par des revendeurs (ici, revendus

### MDMA, « le » produit phare du milieu festif

La MDMA véhicule une image très positive aujourd'hui, quelle que soit la forme sous laquelle elle est présentée. Appelée « MD » ou « D » par les plus jeunes générations, la forme poudre/cristaux est très disponible et très accessible compte tenu de la modicité de son prix (10 € le parachute). La forme comprimé, l'ecstasy, redevient très disponible et les arguments marketing déployés par les fabricants fonctionnent ; les couleurs vives et les formes 3D (Superman, Domino, etc.) attirent les usagers et les comprimés sont même considérés aujourd'hui par les usagers comme fortement dosés, justifiant souvent la présence d'un trait de « sécabilité » au dos de certaines séries. L'image des ecstasy de mauvaise qualité ne semble qu'un vague souvenir des personnes ayant connu ce produit dans les années 2000. Lors de *bad trips*, les usagers soupçonnent souvent plus facilement la présence de produits de coupe plus toxiques que la MDMA que l'incidence de surconsommations ou polyconsommations (associations avec de l'alcool, du cannabis, de la cocaïne...). Largement disponible dans les différents sous espaces du milieu festif (commercial ou non), la MDMA possède une bien meilleure image que la cocaïne et représente à Paris « LA » drogue de la fête en 2014.

### Cocaïne, un produit en perte de vitesse

Dans l'espace festif alternatif, habituellement prescripteur de tendances, la cocaïne tend à être supplantée par d'autres produits (en free partie par l'amphétamine pour son coût moins élevé, dans d'autres espaces par la MDMA et l'ecstasy pour leurs meilleures qualités). Par ailleurs, des presses hydrauliques, habituellement utilisées à des étages élevés du trafic pour faciliter le transport du produit, ont été saisies en région parisienne, au domicile de revendeurs de plus faible niveau. Re-compresser la cocaïne permettrait de prétendre au prix d'un produit issu d'un lot non recoupé.

respectivement à la place du LSD ou de la kétamine), sont parfois utilisés en connaissance de cause par des usagers du milieu festif alternatif et Trance.

Même si des cas isolés d'expérimentations sont décrits en 2014<sup>6</sup>, les cannabinoïdes de synthèse ne connaissent toujours pas le succès à Paris où le cannabis naturel (herbe, résine) reste la référence.

Les cathinones, citées par le nom des molécules (3MMC, 4MEC, MDPV) ou par des noms de marques (« NRJ3 », « 4P ») restent les NPS les plus citées par les usagers en 2014, utilisées en association avec le GBL, voire la cocaïne (milieu gay).

6. En 2014, un CAARUD intervenant en milieu festif relate le témoignage de six usagers ayant expérimenté les cannabinoïdes de synthèse. Seul l'un d'entre eux décrit une expérience positive alors que les cinq autres n'ont pas apprécié cette consommation, avançant le trop grand décalage entre l'effet recherché et l'effet ressenti présenté comme trop fort (*bad trip*, anxiété). Par ailleurs, un cas d'incident psychiatrique aigu lié à la consommation de JHW018 est rapporté par le groupe focal sanitaire 2014.

## Le prix des substances illicites ou détournées à Paris en 2014

Principaux produits	Prix relevés / g	Tendances
Résine	9 €/g	↑
Herbe	12 €/g	↑
Héroïne Brune	40 €/g	↓
Subutex (cp 8 mg)	4,2 €	↑
Méthadone (sirop 60 mg)	5 €	→
Cocaïne	68 €/g	↑
MDMA poudre	48,5 €/g	↓
MDMA comprimés	3,5 €	↑
Amphétamine	16,5 €/g	↑
Kétamine	44,5 €/g	→
LSD (Buvard)	10 €	→

### Le dispositif TREND national et local

Le dispositif TREND vient en complément des grandes sources traditionnelles d'information quantitatives (Baromètre santé de l'INPES, Enquête ESCAPAD). En termes de populations, TREND s'intéresse essentiellement aux groupes particulièrement consommateurs de produits psychoactifs. En termes de produits, il est orienté en priorité en direction des substances illicites ou détournées, à faible prévalence d'usage, lesquelles échappent généralement aux dispositifs d'observation classiques en population générale. Dans ce cadre, six thématiques principales ont été définies, qui structurent les stratégies de collecte et d'analyse des informations : les groupes d'usagers de produits ; les produits ; les modalités d'usage de produits ; les dommages sanitaires et sociaux associés à la consommation de drogues ; les perceptions et les représentations des produits ; les modalités d'acquisition de proximité.

L'analyse des données du site TREND Paris repose sur une triangulation de l'information provenant de cinq sources indépendantes :

- L'ethnographie de terrain (trois ethnographes spécialisés dans leur milieu d'investigation spécifique : urbain/festif alternatif techno/gay).
- Les questionnaires qualitatifs (remplis annuellement par huit structures de première ligne d'Ile-de-France : Charonne, Médecins du Monde (Mission ERLI), Sida Paroles, Ego, STEP, Aides 75, Nova Dona, Gaïa).
- Le groupe focal usager de drogues.
- Le groupe focal sanitaire regroupant des professionnels du soin médical exerçant en CSAPA ou en structure hospitalière (ELSA, unité d'addictologie...).
- Le groupe focal « Police » réunissant les représentants des différentes unités de chaque arrondissement de Paris et la Brigade des stupéfiants.

Directeur de la publication / François Beck

Coordination rédactionnelle / Michel Gandilhon et Julie-Emilie Adès

Pôle TREND-OFDT / Agnès Cadet-Taïrou, Michel Gandilhon, Magali Martinez, Thomas Néfau

Remerciements : Yaëlle Dauriol, Vincent Benso, Tim Madesclaire, (observation ethnographique), Olivier André, Gina Zozor (Préfecture de Paris), Françoise Pillon.

Conception graphique et réalisation / Frédérique Million (OFDT)

#### OFDT

3, avenue du Stade de France  
93218 Saint-Denis La Plaine cedex  
Tél. : 01 41 62 77 16  
e-mail : ofdt@ofdt.fr

#### Association Charonne

3, quai d'Austerlitz  
75013 Paris  
Tél. : 01 48 07 57 00  
e-mail : gregory.pfau@charonne.asso.fr